

20230804

**Mémoire soumis au Comité
permanent des finances de la
Chambre des communes**



Recommandations de l'ABC au gouvernement fédéral

Annuler l'impôt sur les institutions financières (IF) et le dividende pour la relance du Canada afin de donner aux investisseurs et au secteur bancaire l'assurance que le Canada est déterminé à attirer les investissements.

Entreprendre un examen complet du système fiscal canadien en vue d'améliorer la productivité de la main d'œuvre, de répondre aux besoins d'une économie canadienne en évolution, de veiller à ce que le Canada puisse compétitionner au niveau international et de renouer avec la neutralité fiscale. Les impôts qui s'appliquent exclusivement aux banques réduisent la capacité du secteur d'avoir un impact positif sur la productivité au Canada.

Développer un modèle de normes pour la protection des consommateurs de produits financiers qui s'applique aux fournisseurs de services de paiement non réglementés ou sous-réglementés, comme les plateformes de commerce électronique et les entités similaires. Travailler à l'adoption de ces normes par les provinces. Autant que possible, les normes doivent refléter les règlements pertinents de l'ACFC auxquels les IF doivent adhérer.

Rectifier le déséquilibre entre l'offre et la demande qui a mené à la crise du crédit

fédérale et provinciale, ainsi que d'autres arrangements légaux (partenariats, fiducies, associations, etc.).

Veiller à ce que les modifications législatives permettent de cibler les ressources et les activités dans les domaines à risques élevés, et facilitent la collaboration et le partage légal d'information entre les institutions financières, ainsi que leur transmission de la part de CANAFE et des forces de l'ordre aux institutions financières.

Allouer des fonds additionnels à des organisations comme le Centre canadien pour la cybersécurité du gouvernement fédéral afin de mieux sensibiliser les particuliers à la cybersécurité et d'augmenter la collaboration entre les secteurs.

Promouvoir un processus national, ou des processus harmonisés, en vue de répondre aux objectifs climatiques du Canada, tout en améliorant la productivité et la croissance économique.

vue d'accroître la représentation des communautés autochtones et des personnes en état de handicap

Les banques jouent un rôle important dans l'écosystème financier et commercial. Selon les statistiques de l'ABC, à la fin de 2022, les banques canadiennes avaient accordé au total plus de 1,5 billion de dollars en prêts hypothécaires résidentiels et autorisé 1,7 billion de dollars en crédits aux entreprises, dont 278 milliards ont été alloués à de petites entreprises. Grâce à la forte concurrence, les petites entreprises canadiennes sont bien servies par le secteur financier: En fait, en 2021, 94% des demandes de financement par emprunt des petites entreprises ont été approuvées, contre 81% en 2020.

institutions financières et le dividende pour la relance du Canada. Une forte imposition du secteur bancaire freinera les investissements étrangers, ce qui minera la capacité des banques d'attirer le capital nécessaire à l'accroissement de la productivité.

Ceci mènera à une réduction du capital mis à la disposition des entreprises canadiennes et finira par restreindre les investissements dans l'innovation et la croissance économique. En outre, une telle situation compromettra les décisions financières de millions de personnes au Canada qui, directement ou indirectement, placent dans les actions des banques leur argent destiné aux études, à une mise de

